

*École maternelle :
cri d'alarme !*

Collection « 1001 BB » dirigée par Patrick Ben Soussan

Des bébés en mouvements, des bébés naissant à la pensée, des bébés bien portés, bien-portants, compétents, des bébés malades, des bébés handicapés, des bébés morts, remplacés, des bébés violentés, agressés, exilés, des bébés observés, des bébés d'ici ou d'ailleurs, carencés ou éveillés culturellement, des bébés placés, abandonnés, adoptés ou avec d'autres bébés, des bébés et leurs parents, les parents de leurs parents, dans tous ces liens transgénérationnels qui se tissent, des bébés et leur fratrie, des bébés imaginaires aux bébés merveilleux...

Voici les mille et un bébés que nous vous invitons à retrouver dans les ouvrages de cette collection, tout entière consacrée au bébé, dans sa famille et ses différents lieux d'accueil et de soins. Une collection ouverte à toutes les disciplines et à tous les courants de pensée, constituée de petits livres – dans leur pagination, leur taille et leur prix – qui ont de grandes ambitions: celle en tout cas de proposer des textes d'auteurs, reconnus ou à découvrir, écrits dans un langage clair et partageable, qui nous diront, à leur façon, singulière, ce monde magique et déroutant de la petite enfance et leur rencontre, unique, avec les tout-petits.

Mille et un bébés pour une collection qui, nous l'espérons, vous donnera envie de penser, de rêver, de chercher, de comprendre, d'aimer.

Retrouvez tous les titres parus sur
www.editions-eres.com

École maternelle : cri d'alarme !

Joss Berger Tancerel
Michel Bergès

1001 BB - Bébés au quotidien

Extrait de la publication


Conception de la couverture :
Corinne Dreyfuss
Réalisation :
Anne Hébert

Version PDF © Éditions érès 2012
ME - ISBNPDF : 978-2-7492-3500-4
Première édition © Éditions érès 2009
33, avenue Marcel-Dassault - 31500 Toulouse
www.editions-eres.com

Aux termes du Code de la propriété intellectuelle, toute reproduction ou représentation, intégrale ou partielle de la présente publication, faite par quelque procédé que ce soit (reprographie, microfilmage, scannérisation, numérisation...) sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

L'autorisation d'effectuer des reproductions par reprographie doit être obtenue auprès du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC), 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris, tél. : 01 44 07 47 70/Fax : 01 46 34 67 19

Extrait de la publication

Table des matières

Prologue.....	7
Éducation et politique : l'école maternelle au cœur du débat	21
La petite enfance : perspective historique	28
Institutions et lois Évolution de la prise en charge de la petite enfance en France	42
Modes de garde pour les moins de 3 ans L'aspect chiffré du problème en France	61
Comparaison avec les modes de garde à l'étranger	74
Quelle place pour l'enfant dans notre société?..	91

Table des matières

Prologue.....	7
Éducation et politique : l'école maternelle au cœur du débat	21
La petite enfance : perspective historique	28
Institutions et lois Évolution de la prise en charge de la petite enfance en France	42
Modes de garde pour les moins de 3 ans L'aspect chiffré du problème en France	61
Comparaison avec les modes de garde à l'étranger	74
Quelle place pour l'enfant dans notre société?..	91

L'école est-elle adaptée aux enfants de 2 ans ?.....	110
Le développement psychologique de l'enfant de 2 ans.....	129
L'école maternelle, une institution à défendre..	136
Annexes.....	141
Références.....	155

L'école est-elle adaptée aux enfants de 2 ans ?.....	110
Le développement psychologique de l'enfant de 2 ans.....	129
L'école maternelle, une institution à défendre..	136
Annexes.....	141
Références.....	155

Prologue

 *institutrice*: Monsieur le professeur, vous avez accepté de m'aider à défendre l'École maternelle et je vous en remercie. Je sais, c'est un peu ridicule de sembler partir « en guerre » comme cela, du fond d'une retraite provinciale; mais, je sens qu'un monde est en train de disparaître sous nos yeux: celui de l'Éducation nationale gratuite et, ce, dès la maternelle. La création de « jardins d'éveil » payants annoncée par Nadine Morano, secrétaire d'État à la famille, à la rentrée 2009, corrobore cette crainte et donne aux propos de Xavier Darcos, le précédent ministre de l'Éducation nationale, une résonance toute particulière. Avez-vous entendu parler de cette menace qui pèse sur la scolarisation des enfants de 2 ans et, de façon plus ou moins voilée, sur l'ensemble du pré-élémentaire?

Le professeur: Oui. Comme tout le monde. Mais je vous laisse poursuivre, avec une attention intéressée

Prologue

 *institutrice*: Monsieur le professeur, vous avez accepté de m'aider à défendre l'École maternelle et je vous en remercie. Je sais, c'est un peu ridicule de sembler partir « en guerre » comme cela, du fond d'une retraite provinciale; mais, je sens qu'un monde est en train de disparaître sous nos yeux: celui de l'Éducation nationale gratuite et, ce, dès la maternelle. La création de « jardins d'éveil » payants annoncée par Nadine Morano, secrétaire d'État à la famille, à la rentrée 2009, corrobore cette crainte et donne aux propos de Xavier Darcos, le précédent ministre de l'Éducation nationale, une résonance toute particulière. Avez-vous entendu parler de cette menace qui pèse sur la scolarisation des enfants de 2 ans et, de façon plus ou moins voilée, sur l'ensemble du pré-élémentaire?

Le professeur: Oui. Comme tout le monde. Mais je vous laisse poursuivre, avec une attention intéressée

dont vous pourrez être juge car je crois, moi aussi, que l'ensemble du système de l'Éducation nationale se trouve aujourd'hui ébranlé.

L'institutrice: Vous le savez, j'ai passé la presque totalité de ma carrière en maternelle, de façon anonyme, à la base. Par choix personnel, que je pourrais expliciter, je l'ai terminée en « petite section », avec chaque année trente enfants de 2 à 4 ans, dans ma classe. Ce fut au quotidien une expérience humaine riche et un bonheur souvent partagé ! Je voudrais que vous, qui êtes intéressé par l'histoire culturelle de notre pays, m'aidiez à appréhender, à partir de ce vécu, l'avenir de la petite enfance en fonction des enjeux actuels qui paraissent multi-formes, notamment sur les plans économique, social et civilisationnel. Il s'agit non pas de critiquer par principe, mais d'essayer d'informer, de discuter les problèmes, d'être constructif à partir de données objectives et avérées.

Le professeur: Tout à fait d'accord. Votre trajectoire est celle de milliers d'institutrices et d'instituteurs et c'est un témoignage qui m'intéresse. Je vous écouterai très volontiers, avec modestie, car mes connaissances sur cette tranche d'âge sont plus livresques que concrètes, et je me demande si je suis vraiment compétent pour en parler.

dont vous pourrez être juge car je crois, moi aussi, que l'ensemble du système de l'Éducation nationale se trouve aujourd'hui ébranlé.

L'institutrice: Vous le savez, j'ai passé la presque totalité de ma carrière en maternelle, de façon anonyme, à la base. Par choix personnel, que je pourrais expliciter, je l'ai terminée en « petite section », avec chaque année trente enfants de 2 à 4 ans, dans ma classe. Ce fut au quotidien une expérience humaine riche et un bonheur souvent partagé ! Je voudrais que vous, qui êtes intéressé par l'histoire culturelle de notre pays, m'aidiez à appréhender, à partir de ce vécu, l'avenir de la petite enfance en fonction des enjeux actuels qui paraissent multi-formes, notamment sur les plans économique, social et civilisationnel. Il s'agit non pas de critiquer par principe, mais d'essayer d'informer, de discuter les problèmes, d'être constructif à partir de données objectives et avérées.

Le professeur: Tout à fait d'accord. Votre trajectoire est celle de milliers d'institutrices et d'instituteurs et c'est un témoignage qui m'intéresse. Je vous écouterai très volontiers, avec modestie, car mes connaissances sur cette tranche d'âge sont plus livresques que concrètes, et je me demande si je suis vraiment compétent pour en parler.

L'institutrice : L'essentiel pour moi est votre absence d'a priori sur un tel sujet. D'autre part, il me semble primordial que les deux extrêmes de l'Éducation nationale, l'Université et la Maternelle, puissent dialoguer en toute liberté. Après tout, ce sont les enfants de la maternelle d'aujourd'hui qui seront demain à l'Université, du moins une partie d'entre eux. Je suis convaincue que les aptitudes développées dès la petite enfance, et surtout, l'ouverture que l'on offre (ou que l'on n'offre pas) sur le monde éclaté, novateur et enthousiasmant d'aujourd'hui, sont capitales. De plus, la spécificité de l'Université ne réside pas seulement dans un savoir cloisonné. Un universitaire est plus qu'un spécialiste, il reste généraliste (les « universaux » depuis le Moyen Âge !) et se doit d'avoir une vision globale. Comme disait un grand-père fermier avec assez de clairvoyance à son petit-fils cardiologue, que j'ai côtoyé : « Un spécialiste, c'est un homme qui sait beaucoup de choses sur pas grand-chose. » Un universitaire qui respecte la tradition a un savoir beaucoup plus vaste !

Le professeur : Que cela reste vrai ! Mais aujourd'hui, en France, l'Université est attaquée dans ses fondements généralistes tout autant que vos maternelles et nos collègues du primaire, voire bientôt, avec une énième « réforme » du lycée, ceux du secondaire. Il est très discutable et dommageable d'évaluer le monde de l'Éducation nationale à partir des critères

L'institutrice : L'essentiel pour moi est votre absence d'a priori sur un tel sujet. D'autre part, il me semble primordial que les deux extrêmes de l'Éducation nationale, l'Université et la Maternelle, puissent dialoguer en toute liberté. Après tout, ce sont les enfants de la maternelle d'aujourd'hui qui seront demain à l'Université, du moins une partie d'entre eux. Je suis convaincue que les aptitudes développées dès la petite enfance, et surtout, l'ouverture que l'on offre (ou que l'on n'offre pas) sur le monde éclaté, novateur et enthousiasmant d'aujourd'hui, sont capitales. De plus, la spécificité de l'Université ne réside pas seulement dans un savoir cloisonné. Un universitaire est plus qu'un spécialiste, il reste généraliste (les « universaux » depuis le Moyen Âge !) et se doit d'avoir une vision globale. Comme disait un grand-père fermier avec assez de clairvoyance à son petit-fils cardiologue, que j'ai côtoyé : « Un spécialiste, c'est un homme qui sait beaucoup de choses sur pas grand-chose. » Un universitaire qui respecte la tradition a un savoir beaucoup plus vaste !

Le professeur : Que cela reste vrai ! Mais aujourd'hui, en France, l'Université est attaquée dans ses fondements généralistes tout autant que vos maternelles et nos collègues du primaire, voire bientôt, avec une énième « réforme » du lycée, ceux du secondaire. Il est très discutable et dommageable d'évaluer le monde de l'Éducation nationale à partir des critères

de l'économie ordinaire. C'est ce que démontre de façon spectrale l'ouvrage dirigé par notre collègue historien Christophe Charles, *Les ravages de la modernisation universitaire en Europe*. Que restera-t-il vraiment après la politique destructrice et d'éradication discrétionnaire (à l'opposé du concept d'autonomie universitaire au sens non hypocrite et authentique du terme) de la Direction générale de l'enseignement supérieur (la terrible DGES) et de l'AÉRES (Agence d'évaluation de l'enseignement supérieur) ? Quand j'observe le massacre sur le terrain, ces manipulateurs me font penser parfois à des huissiers, à des usuriers ou à des quincailliers gérant leurs petits boulons de quinze ou de sept et demi, en pliant les affaires courantes.

Depuis trois ans, à chaque vague d'«évaluation» orientée, des pans entiers, des potentiels, des diplômes, des équipes d'enseignants-chercheurs, des centres de recherche, sont supprimés, liquidés, rayés de la carte ! Personne ne le sait, ne veut le savoir, ou n'ose le dire. On «dégraisse le Mammouth» violemment, alors qu'il s'agissait d'une des meilleures universités au monde, très performante dans son ensemble, très «service public», dont les coûts d'inscription étaient faibles, que beaucoup de jeunes et de collègues d'autres pays nous enviaient, jusque dans le monde anglo-saxon !

Les «conseillers» de l'Élysée d'aujourd'hui, les officiels du ministère de l'Enseignement supérieur

de l'économie ordinaire. C'est ce que démontre de façon spectrale l'ouvrage dirigé par notre collègue historien Christophe Charles, *Les ravages de la modernisation universitaire en Europe*. Que restera-t-il vraiment après la politique destructrice et d'éradication discrétionnaire (à l'opposé du concept d'autonomie universitaire au sens non hypocrite et authentique du terme) de la Direction générale de l'enseignement supérieur (la terrible DGES) et de l'AÉRES (Agence d'évaluation de l'enseignement supérieur) ? Quand j'observe le massacre sur le terrain, ces manipulateurs me font penser parfois à des huissiers, à des usuriers ou à des quincailliers gérant leurs petits boulons de quinze ou de sept et demi, en pliant les affaires courantes.

Depuis trois ans, à chaque vague d'«évaluation» orientée, des pans entiers, des potentiels, des diplômes, des équipes d'enseignants-chercheurs, des centres de recherche, sont supprimés, liquidés, rayés de la carte ! Personne ne le sait, ne veut le savoir, ou n'ose le dire. On «dégraisse le Mammouth» violemment, alors qu'il s'agissait d'une des meilleures universités au monde, très performante dans son ensemble, très «service public», dont les coûts d'inscription étaient faibles, que beaucoup de jeunes et de collègues d'autres pays nous enviaient, jusque dans le monde anglo-saxon !

Les «conseillers» de l'Élysée d'aujourd'hui, les officiels du ministère de l'Enseignement supérieur

et de la Recherche, dont les bureaux sont peuplés d'énarques et de « gestionnaires », tentent désespérément de recadrer cette antique institution supprimée un temps par la Révolution française, par un décret de septembre 1793, lors de la Terreur. Ils veulent imposer des « filières professionnelles », souhaitent placer l'Université plus ou moins sous la coupe du monde économique, tout en « évaluant » les enseignants-chercheurs selon la logique d'un « Nouveau Management public » (le NMP), tout droit venu du monde reaganien américain, en les mettant « à la concurrence », en les hiérarchisant. Cela revient à détruire un de nos atouts : une carte universitaire performante sur tout le territoire, dans les métropoles régionales mais aussi dans des villes moyennes, et surtout, dans toutes les disciplines scientifiques.

Un des enjeux affichés aujourd'hui est, *de facto*, de diminuer le nombre des thèses, de défonctionnariser les professions de la recherche et de l'enseignement supérieur, de sacrifier les filières des sciences humaines et sociales, et aussi de livrer les recherches des sciences dures au secteur des entreprises qui ne jouent pas le jeu dans l'aide financière à l'Université. Il s'agit pour le pouvoir de diminuer le nombre d'universités en France, ainsi que celui des fonctionnaires statutaires qui la servent (d'où, l'augmentation des heures de service infligées dans les projets de décrets initiaux du ministère actuel aux collègues restant en poste, afin de ne pas remplacer

et de la Recherche, dont les bureaux sont peuplés d'énarques et de « gestionnaires », tentent désespérément de recadrer cette antique institution supprimée un temps par la Révolution française, par un décret de septembre 1793, lors de la Terreur. Ils veulent imposer des « filières professionnelles », souhaitent placer l'Université plus ou moins sous la coupe du monde économique, tout en « évaluant » les enseignants-chercheurs selon la logique d'un « Nouveau Management public » (le NMP), tout droit venu du monde reaganien américain, en les mettant « à la concurrence », en les hiérarchisant. Cela revient à détruire un de nos atouts : une carte universitaire performante sur tout le territoire, dans les métropoles régionales mais aussi dans des villes moyennes, et surtout, dans toutes les disciplines scientifiques.

Un des enjeux affichés aujourd'hui est, *de facto*, de diminuer le nombre des thèses, de défonctionnariser les professions de la recherche et de l'enseignement supérieur, de sacrifier les filières des sciences humaines et sociales, et aussi de livrer les recherches des sciences dures au secteur des entreprises qui ne jouent pas le jeu dans l'aide financière à l'Université. Il s'agit pour le pouvoir de diminuer le nombre d'universités en France, ainsi que celui des fonctionnaires statutaires qui la servent (d'où, l'augmentation des heures de service infligées dans les projets de décrets initiaux du ministère actuel aux collègues restant en poste, afin de ne pas remplacer

ceux partant en retraite). Bref, la « réforme » en cours vise à « américaniser » notre système de service public, sous le couvert d'une européanisation universitaire. Pourrait-on imaginer que les vénérables universités d'Oxford ou de Cambridge soient qualifiées « d'immobilisme », de « structuration obsolète », de « conservatisme », d'« archaïsme », de « rigidité », comme l'a été l'ensemble de l'Université française par l'actuel président de la République ?

On ne « change pas les mentalités » en pédagogie ! Elle est immuable depuis l'Antiquité ! On doit par ailleurs livrer aux étudiants l'état de la science mondiale, discipline par discipline, thèmes interdisciplinaires par thèmes interdisciplinaires, en s'adaptant à la circulation universelle, démultipliée par Internet, de l'information scientifique ! Sur le plan de la « rentabilité », cela reste difficilement quantifiable.

L'institutrice : L'histoire de la maternelle est plus récente que celle de l'Université, mais elle met en exergue les mêmes idéaux : recherche de la qualité, de la gratuité, de l'accessibilité par-delà les origines sociales, nationales, et par-delà les handicaps. Cependant, elle a souvent fait figure de parent pauvre : ainsi, quand des hommes ont commencé à y enseigner, dans les années 1970, on leur demandait s'ils étaient là parce qu'ils avaient raté leur examen du primaire ! Aujourd'hui encore, quand un enseignant

ceux partant en retraite). Bref, la « réforme » en cours vise à « américaniser » notre système de service public, sous le couvert d'une européanisation universitaire. Pourrait-on imaginer que les vénérables universités d'Oxford ou de Cambridge soient qualifiées « d'immobilisme », de « structuration obsolète », de « conservatisme », d'« archaïsme », de « rigidité », comme l'a été l'ensemble de l'Université française par l'actuel président de la République ?

On ne « change pas les mentalités » en pédagogie ! Elle est immuable depuis l'Antiquité ! On doit par ailleurs livrer aux étudiants l'état de la science mondiale, discipline par discipline, thèmes interdisciplinaires par thèmes interdisciplinaires, en s'adaptant à la circulation universelle, démultipliée par Internet, de l'information scientifique ! Sur le plan de la « rentabilité », cela reste difficilement quantifiable.

L'institutrice : L'histoire de la maternelle est plus récente que celle de l'Université, mais elle met en exergue les mêmes idéaux : recherche de la qualité, de la gratuité, de l'accessibilité par-delà les origines sociales, nationales, et par-delà les handicaps. Cependant, elle a souvent fait figure de parent pauvre : ainsi, quand des hommes ont commencé à y enseigner, dans les années 1970, on leur demandait s'ils étaient là parce qu'ils avaient raté leur examen du primaire ! Aujourd'hui encore, quand un enseignant

du primaire décide de passer en maternelle, il y a toujours quelques « malins » commentateurs pour dire qu'il a été sanctionné suite à une « mauvaise inspection » ou qu'il veut se « reposer » (allusion directe à la sieste des petits !). Les deux partagent la vision complètement parcellaire de nos métiers par le public, et qui pis est, par le précédent ministre de l'Éducation nationale, Xavier Darcos. Cette présentation est dédiée à toutes et à tous mes collègues de maternelle. Je vais aussi l'adresser à Luc Chatel, le nouveau ministre, qui n'a pas été enseignant, et qui, me semble-t-il, pour satisfaire aux objectifs de budgétisation obligée que vous évoquiez pour l'Université, doit supprimer 16 000 postes dans l'Éducation nationale d'ici à 2012...

Le professeur : Je relève avec plaisir votre défi ! Ce que vous révélez concernant les liberticides et les gestionnaires du ministère reste effarant pour un pays moderne dont l'École républicaine et laïque a constitué un modèle de référence mondial ! L'adaptation à la modernité, à la mondialisation, a des limites, sous peine de ne représenter qu'une idéologie verbeuse vide de sens, calquée sur la réalité et donc la déformant ! Nous avons affaire, si je vous ai bien comprise, au-delà des personnes, à une politique de pénurie, d'abandon, de misérabilisme identique à celle déployée dans le Supérieur. Mais pour que tout le monde comprenne notre démarche ainsi

du primaire décide de passer en maternelle, il y a toujours quelques « malins » commentateurs pour dire qu'il a été sanctionné suite à une « mauvaise inspection » ou qu'il veut se « reposer » (allusion directe à la sieste des petits !). Les deux partagent la vision complètement parcellaire de nos métiers par le public, et qui pis est, par le précédent ministre de l'Éducation nationale, Xavier Darcos. Cette présentation est dédiée à toutes et à tous mes collègues de maternelle. Je vais aussi l'adresser à Luc Chatel, le nouveau ministre, qui n'a pas été enseignant, et qui, me semble-t-il, pour satisfaire aux objectifs de budgétisation obligée que vous évoquiez pour l'Université, doit supprimer 16 000 postes dans l'Éducation nationale d'ici à 2012...

Le professeur : Je relève avec plaisir votre défi ! Ce que vous révélez concernant les liberticides et les gestionnaires du ministère reste effarant pour un pays moderne dont l'École républicaine et laïque a constitué un modèle de référence mondial ! L'adaptation à la modernité, à la mondialisation, a des limites, sous peine de ne représenter qu'une idéologie verbeuse vide de sens, calquée sur la réalité et donc la déformant ! Nous avons affaire, si je vous ai bien comprise, au-delà des personnes, à une politique de pénurie, d'abandon, de misérabilisme identique à celle déployée dans le Supérieur. Mais pour que tout le monde comprenne notre démarche ainsi

que nos interrogations en toute honnêteté et simplicité, esprit libre et critique, nous devrions d'abord présenter notre parcours professionnel ?

L'institutrice : J'ai réussi le concours de l'École normale en 1966. À cette époque, dans chaque département, l'École normale d'institutrices et celle d'instituteurs recrutaient les futurs enseignants au niveau de l'entrée en seconde. À 15 ans (la majorité était alors à 21 ans), on devait signer un contrat qui nous engageait à travailler dix ans dans l'Éducation nationale ; en échange, nos études étaient payées : pension et scolarité.

Le professeur : Pour vous provoquer, je dirais que vous étiez presque en situation « monacale » !

L'institutrice : Vous ne croyez pas si bien dire, nous étions toutes internes ! Si nous rompions cet engagement, nous devons reverser à l'État le coût de notre formation ! Je me souviens encore du discours de la directrice de l'établissement à notre entrée précoce dans le métier : « Mesdemoiselles, vous faites maintenant partie de l'élite de la Nation. » Ce discours républicain, qui venait des tréfonds de la Révolution française, m'avait fait sourire : déjà il semblait en décalage avec la société, ce que les événements de Mai 68 allaient prouver deux années plus tard !

que nos interrogations en toute honnêteté et simplicité, esprit libre et critique, nous devrions d'abord présenter notre parcours professionnel ?

L'institutrice : J'ai réussi le concours de l'École normale en 1966. À cette époque, dans chaque département, l'École normale d'institutrices et celle d'instituteurs recrutaient les futurs enseignants au niveau de l'entrée en seconde. À 15 ans (la majorité était alors à 21 ans), on devait signer un contrat qui nous engageait à travailler dix ans dans l'Éducation nationale ; en échange, nos études étaient payées : pension et scolarité.

Le professeur : Pour vous provoquer, je dirais que vous étiez presque en situation « monacale » !

L'institutrice : Vous ne croyez pas si bien dire, nous étions toutes internes ! Si nous rompions cet engagement, nous devons reverser à l'État le coût de notre formation ! Je me souviens encore du discours de la directrice de l'établissement à notre entrée précoce dans le métier : « Mesdemoiselles, vous faites maintenant partie de l'élite de la Nation. » Ce discours républicain, qui venait des tréfonds de la Révolution française, m'avait fait sourire : déjà il semblait en décalage avec la société, ce que les événements de Mai 68 allaient prouver deux années plus tard !

Le professeur: Il s'inscrivait surtout dans la longue tradition des «hussards noirs» de la République et celle des «fées blanches» que furent nos si chères institutrices d'antan. En tant qu'étudiant major de l'IEP de Grenoble en 1974, j'ai connu le même parcours: un engagement à servir l'État en échange d'une bourse de «Service public» conséquente. J'étais enfant de la République et de parents très pauvres. Ils avaient, à une époque, vécu dans les cités de l'abbé Pierre, au «Verduc», à Bègles en Gironde ; certains ancêtres, d'origine espagnole, ayant fui les guerres de Napoléon, avaient abandonné un enfant au Berceau de Vincent-de-Paul, près de Dax, vers 1809-1810. Cette bourse m'a permis de poursuivre mes études dans des conditions exceptionnelles.

Nous n'avons pas été les seuls. Merci à la République de nous avoir permis de servir objectivement l'État et d'avoir pu réaliser nos vocations d'enseignants au service des autres, et pas seulement de nous-mêmes! D'ailleurs, vous comme moi, nous avons su passer le relais, et nous avons, je le pense profondément, estimé nos propres maîtres auxquels nous devons beaucoup!

En ce qui me concerne, je citerai, à l'Université et à l'IEP de Grenoble, Pierre Mendès-France, qui m'a enseigné les Finances publiques. Il avait «appris la République», nous disait-il dans son cours, en compulsant *Les comptes de la Nation* dans le *Journal officiel*, en tant que jeune député de l'Eure, à

Le professeur: Il s'inscrivait surtout dans la longue tradition des «hussards noirs» de la République et celle des «fées blanches» que furent nos si chères institutrices d'antan. En tant qu'étudiant major de l'IEP de Grenoble en 1974, j'ai connu le même parcours: un engagement à servir l'État en échange d'une bourse de «Service public» conséquente. J'étais enfant de la République et de parents très pauvres. Ils avaient, à une époque, vécu dans les cités de l'abbé Pierre, au «Verduc», à Bègles en Gironde ; certains ancêtres, d'origine espagnole, ayant fui les guerres de Napoléon, avaient abandonné un enfant au Berceau de Vincent-de-Paul, près de Dax, vers 1809-1810. Cette bourse m'a permis de poursuivre mes études dans des conditions exceptionnelles.

Nous n'avons pas été les seuls. Merci à la République de nous avoir permis de servir objectivement l'État et d'avoir pu réaliser nos vocations d'enseignants au service des autres, et pas seulement de nous-mêmes! D'ailleurs, vous comme moi, nous avons su passer le relais, et nous avons, je le pense profondément, estimé nos propres maîtres auxquels nous devons beaucoup!

En ce qui me concerne, je citerai, à l'Université et à l'IEP de Grenoble, Pierre Mendès-France, qui m'a enseigné les Finances publiques. Il avait «appris la République», nous disait-il dans son cours, en compulsant *Les comptes de la Nation* dans le *Journal officiel*, en tant que jeune député de l'Eure, à

Louviers, autour des années 1927! Je citerai aussi Pierre Sansot, qui est devenu un de nos plus grands sociologues et qui m'a le plus marqué, à titre personnel ; il nous a transmis sa vision dynamisante de l'existence grâce à sa méthode phénoménologique. Je citerai encore Henri Leroux, qui m'a initié à la sociologie allemande, avec un grand humanisme ; Georges Pascal, proche du philosophe Alain ; Gilbert Durand, analyste extraordinaire et provocant des « structures anthropologiques de l'Imaginaire » ; Michel Sironneau, sociologue éclatant ; Pierre Arnaud, passionné par Auguste Comte ; Jacques Lambert, épistémologue conséquent ; Pierre Broué, immense historien du mouvement ouvrier mondial qui, couvert par Fernand Braudel, dépassait bien évidemment le site grenoblois ; sans parler de mon maître en orgue classique, au conservatoire de Grenoble, Félicien Wolf, qui m'a appris à comprendre le monde mystérieux mais si lumineux de Jean-Sébastien Bach.

Ces enseignants ont marqué durablement ma vie et ce fut une période extraordinaire d'intensité intellectuelle, créative et culturelle ! C'est cela l'éveil que nous a apporté à tous l'Éducation nationale, grâce à ces chercheurs modestes et brillants, dans une ville que l'on considérerait, vue de Paris, comme « petite » et « de province » ! En fait, elle apparaissait aussi novatrice sous l'impulsion de Hubert Dubedout, son maire si dynamique, que j'ai rencontré pour la réalisation d'un mémoire universitaire ; elle était

Louviers, autour des années 1927! Je citerai aussi Pierre Sansot, qui est devenu un de nos plus grands sociologues et qui m'a le plus marqué, à titre personnel ; il nous a transmis sa vision dynamisante de l'existence grâce à sa méthode phénoménologique. Je citerai encore Henri Leroux, qui m'a initié à la sociologie allemande, avec un grand humanisme ; Georges Pascal, proche du philosophe Alain ; Gilbert Durand, analyste extraordinaire et provocant des « structures anthropologiques de l'Imaginaire » ; Michel Sironneau, sociologue éclatant ; Pierre Arnaud, passionné par Auguste Comte ; Jacques Lambert, épistémologue conséquent ; Pierre Broué, immense historien du mouvement ouvrier mondial qui, couvert par Fernand Braudel, dépassait bien évidemment le site grenoblois ; sans parler de mon maître en orgue classique, au conservatoire de Grenoble, Félicien Wolf, qui m'a appris à comprendre le monde mystérieux mais si lumineux de Jean-Sébastien Bach.

Ces enseignants ont marqué durablement ma vie et ce fut une période extraordinaire d'intensité intellectuelle, créative et culturelle ! C'est cela l'éveil que nous a apporté à tous l'Éducation nationale, grâce à ces chercheurs modestes et brillants, dans une ville que l'on considérerait, vue de Paris, comme « petite » et « de province » ! En fait, elle apparaissait aussi novatrice sous l'impulsion de Hubert Dubedout, son maire si dynamique, que j'ai rencontré pour la réalisation d'un mémoire universitaire ; elle était

ouverte à la science et à la modernité, sur la Suisse, l'Italie ; j'ai eu des professeurs de Milan qui m'ont enseigné la sociologie, et un professeur de relations internationales qui était ambassadeur de Belgique à Genève ! Sans parler de beaucoup d'autres, qui ont illuminé ma vie d'adolescent passionné de savoir, avec un groupe d'amis.

J'ai tiré de cette période une grande leçon, avant d'engager grâce à eux un destin ultérieurement universitaire – ce ne fut pas un hasard ! –, avec des hauts et des bas, au gré des villes traversées, chacune d'elles diffusant son originalité, son âme, ses travers, ses configurations irréductibles. Jeunes adolescents, nous sommes tous profondément marqués par nos maîtres, et comme en musique, nous devons un jour, à notre insu, leur rendre anonymement un hommage, une profonde reconnaissance, en toute humilité. Ce qui donne à la transmission pédagogique, d'une génération à l'autre, sa noblesse, sa dimension évidemment indicible, peu programmable, et donc peu quantifiable. Qui saura combien sont dommageables, dans l'Université, les « départs en retraite » de collègues, qui, *a posteriori*, se révèlent irremplaçables, mais qu'il faut remplacer par des postes !

L'institutrice: Vous exprimez ce que je ressens à titre personnel, très sincèrement. J'ai eu, en effet, la chance d'aller à l'université à cette même période. J'ai bénéficié en 1969 d'un allongement de

ouverte à la science et à la modernité, sur la Suisse, l'Italie ; j'ai eu des professeurs de Milan qui m'ont enseigné la sociologie, et un professeur de relations internationales qui était ambassadeur de Belgique à Genève ! Sans parler de beaucoup d'autres, qui ont illuminé ma vie d'adolescent passionné de savoir, avec un groupe d'amis.

J'ai tiré de cette période une grande leçon, avant d'engager grâce à eux un destin ultérieurement universitaire – ce ne fut pas un hasard ! –, avec des hauts et des bas, au gré des villes traversées, chacune d'elles diffusant son originalité, son âme, ses travers, ses configurations irréductibles. Jeunes adolescents, nous sommes tous profondément marqués par nos maîtres, et comme en musique, nous devons un jour, à notre insu, leur rendre anonymement un hommage, une profonde reconnaissance, en toute humilité. Ce qui donne à la transmission pédagogique, d'une génération à l'autre, sa noblesse, sa dimension évidemment indicible, peu programmable, et donc peu quantifiable. Qui saura combien sont dommageables, dans l'Université, les « départs en retraite » de collègues, qui, *a posteriori*, se révèlent irremplaçables, mais qu'il faut remplacer par des postes !

L'institutrice: Vous exprimez ce que je ressens à titre personnel, très sincèrement. J'ai eu, en effet, la chance d'aller à l'université à cette même période. J'ai bénéficié en 1969 d'un allongement de

la formation professionnelle à deux ans, ce qui nous valait, après le bac, de suivre entre autres cours, ceux spécifiques de pédagogie, de psychologie de l'enfant et de linguistique. Nous faisons aussi des stages d'observation et de prise en main dans des classes.

J'ai profité de cette formation professionnelle allongée en durée plus qu'en contenu pour suivre parallèlement une première année en faculté de lettres au Mans, les frais d'inscription étant alors dérisoires. J'ai ensuite pris deux ans de congé pour études afin de passer ma licence. À l'époque, on ne parlait pas de concurrence entre universités pour obtenir une hypothétique excellence. Les jeunes que nous étions avaient le sentiment d'être dans une continuité culturelle. Mon choix de reprendre une classe en 1972 en région parisienne pour passer mon CAP d'institutrice n'était pas une rupture avec les études ; il constituait avant la lettre une formation en alternance, car je suivais parallèlement des cours à la Sorbonne chaque mercredi.

Pour mon premier poste, j'avais choisi un cours préparatoire. Mais pour des raisons d'effectifs, à la rentrée, il a été transformé en classe enfantine : entendez par là une classe comprenant les enfants de 2 à 6 ans. La maternelle, qui n'était pas mon choix de départ et où je n'avais fait que deux courts stages en ville, entraînait dans ma vie. J'avais plus de trente-cinq élèves, une « dame de service » qui ne venait

la formation professionnelle à deux ans, ce qui nous valait, après le bac, de suivre entre autres cours, ceux spécifiques de pédagogie, de psychologie de l'enfant et de linguistique. Nous faisons aussi des stages d'observation et de prise en main dans des classes.

J'ai profité de cette formation professionnelle allongée en durée plus qu'en contenu pour suivre parallèlement une première année en faculté de lettres au Mans, les frais d'inscription étant alors dérisoires. J'ai ensuite pris deux ans de congé pour études afin de passer ma licence. À l'époque, on ne parlait pas de concurrence entre universités pour obtenir une hypothétique excellence. Les jeunes que nous étions avaient le sentiment d'être dans une continuité culturelle. Mon choix de reprendre une classe en 1972 en région parisienne pour passer mon CAP d'institutrice n'était pas une rupture avec les études ; il constituait avant la lettre une formation en alternance, car je suivais parallèlement des cours à la Sorbonne chaque mercredi.

Pour mon premier poste, j'avais choisi un cours préparatoire. Mais pour des raisons d'effectifs, à la rentrée, il a été transformé en classe enfantine : entendez par là une classe comprenant les enfants de 2 à 6 ans. La maternelle, qui n'était pas mon choix de départ et où je n'avais fait que deux courts stages en ville, entraînait dans ma vie. J'avais plus de trente-cinq élèves, une « dame de service » qui ne venait

que l'après-midi pour surveiller la sieste des plus petits, des toilettes à la turque en extérieur pour les enfants, et un poêle au milieu de la classe. Pourtant, j'ai accroché, et j'ai choisi de faire presque toute ma carrière en maternelle, tellement cela s'est révélé passionnant.

En 1975, je suis partie une année en Grande-Bretagne dans le cadre d'échanges avec l'étranger. En 1976, j'ai terminé une maîtrise de lettres avant de reprendre, en 1977, l'école maternelle que je n'ai plus abandonnée jusqu'à ma retraite, à l'exception de trois années durant lesquelles j'ai enseigné l'anglais au cycle 3 en primaire.

Une carrière donc de simple institutrice – pardon, on dit maintenant « professeur des écoles ». Malgré tout, je reste attachée à l'ancienne appellation, moins prestigieuse certes, mais plus proche de ma réalité. J'ai passé plus de dix ans en grande section, dix ans environ en classe enfantine, et dix ans en petite section. Je ne prétends pas avoir accompli un parcours hors du commun, à la pointe de la pédagogie ; mes états de service sont très modestes. J'ai simplement aimé mon métier, les enfants et le contact avec les familles, notamment en milieu rural. J'ai aussi eu la chance de rester dix ans dans une école, et de travailler dans une véritable équipe débordante d'idées : j'ai pu ainsi emmener les enfants dans de nombreux musées, passer une semaine à l'école du cirque et dans un théâtre.

que l'après-midi pour surveiller la sieste des plus petits, des toilettes à la turque en extérieur pour les enfants, et un poêle au milieu de la classe. Pourtant, j'ai accroché, et j'ai choisi de faire presque toute ma carrière en maternelle, tellement cela s'est révélé passionnant.

En 1975, je suis partie une année en Grande-Bretagne dans le cadre d'échanges avec l'étranger. En 1976, j'ai terminé une maîtrise de lettres avant de reprendre, en 1977, l'école maternelle que je n'ai plus abandonnée jusqu'à ma retraite, à l'exception de trois années durant lesquelles j'ai enseigné l'anglais au cycle 3 en primaire.

Une carrière donc de simple institutrice – pardon, on dit maintenant « professeur des écoles ». Malgré tout, je reste attachée à l'ancienne appellation, moins prestigieuse certes, mais plus proche de ma réalité. J'ai passé plus de dix ans en grande section, dix ans environ en classe enfantine, et dix ans en petite section. Je ne prétends pas avoir accompli un parcours hors du commun, à la pointe de la pédagogie ; mes états de service sont très modestes. J'ai simplement aimé mon métier, les enfants et le contact avec les familles, notamment en milieu rural. J'ai aussi eu la chance de rester dix ans dans une école, et de travailler dans une véritable équipe débordante d'idées : j'ai pu ainsi emmener les enfants dans de nombreux musées, passer une semaine à l'école du cirque et dans un théâtre.

Avec ces petits élèves que j'ai beaucoup aimés, nous sommes allés voir les vendanges se faire, ramasser des fraises, visiter un aérodrome, faire du poney, et j'en passe... Ce métier m'a beaucoup apporté. Je m'y suis consacrée avec joie, même si, l'âge passant, la fatigue s'est faite sentir inévitablement avec une interrogation plus métaphysique sur l'évolution des mentalités.

L'enfant de 2010 n'est plus tout à fait le même que celui de 1970, peut-être parce qu'il a changé avec la société, peut être aussi parce que l'école ne joue plus le même rôle. Mais il reste un enfant : cela, nous ne devons jamais l'oublier.

Avec ces petits élèves que j'ai beaucoup aimés, nous sommes allés voir les vendanges se faire, ramasser des fraises, visiter un aérodrome, faire du poney, et j'en passe... Ce métier m'a beaucoup apporté. Je m'y suis consacrée avec joie, même si, l'âge passant, la fatigue s'est faite sentir inévitablement avec une interrogation plus métaphysique sur l'évolution des mentalités.

L'enfant de 2010 n'est plus tout à fait le même que celui de 1970, peut-être parce qu'il a changé avec la société, peut être aussi parce que l'école ne joue plus le même rôle. Mais il reste un enfant : cela, nous ne devons jamais l'oublier.